

Rapport de l'inspection des installations classées **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 06/11/2023 de l'établissement Colors & Effects France SAS implanté Colors & Effects France SAS 28, rue de la Chapelle 68331 Huningue, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Etat des stocks - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016 article : 7.2.1 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Détermination des zones à risques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016 article : 7.2.3 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Transport/déchargements/chargements - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016 article : 7.9.5 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Rétentions - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016 article : 7.9.2 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Etiquetage emballage des contenants - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2020 article : L.541-7-1 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- Etude de dangers - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017 article : article L181-25 et D181-15-2-III - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 21/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Colors & Effects France SAS

Colors & Effects France SAS
28, rue de la Chapelle
68331 Huningue

Références : 0006700503 _2023_11_06_COLOR&EFFECTS_HUNINGUE_VIIC-EDD
Code AIOT : 0006700503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2023 dans l'établissement Colors & Effects France SAS implanté Colors & Effects France SAS 28, rue de la Chapelle 68331 Huningue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle sur site a été réalisé en lien avec l'examen de l'étude de dangers du site transmise en 2019 par l'exploitant. L'objectif du contrôle est de vérifier certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016, en lien avec la prévention des risques technologiques et certaines des hypothèses faites dans le cadre de l'analyse des risques réalisée par l'exploitant dans l'étude précitée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Colors & Effects France SAS
- Colors & Effects France SAS 28, rue de la Chapelle 68331 Huningue
- Code AIOT : 0006700503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COLORS AND EFFECTS exploite sur la commune de HUNINGUE des installations de production (par formulation) de pigments, soumises à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, l'exploitation a été autorisée par plusieurs arrêtés préfectoraux dont le dernier en date du 27/09/06 et est réglementée par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires dont l'arrêté préfectoral du 12/05/16.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : maîtrise des risques industriels / étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 7.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Détermination des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 7.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Transport-chargements-déchargements	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 7.9.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 7.9.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Etiquetage sur les emballages ou les contenants	Code de l'environnement du 12/02/2020, article L.541-7-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Etude de dangers	Code de l'environnement du 26/01/2017, article articles L181-25 et D181-15-2-III	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Identification des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 7.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments transmis par l'exploitant mettent en avant que le site est exploité en non-conformité aux dispositions qui lui sont opposables pour les points suivants :

- l'état des stocks (et son plan annexé) n'est pas conforme à la disposition de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2016 (mentions d'état physique manquantes, imprécision sur les lieux de stockage, intégration de stockage situés à l'extérieur du site, ... tc),
- en non-conformité à l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2016, l'exploitant n'a pas recensé l'ensemble des zones à risques incendie, toxique ou explosion sur son site bien que des potentiels de dangers correspondants ont pu être constatés sur site,
- contrairement aux dispositions prévues par l'article 7.9.5 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2016, l'étanchéité de l'aire de dépotage/empotage des liquides inflammables n'est pas garantie compte tenu de la présence de fissures sur le revêtement en place,
- la rétention associée au stockage fioul du bâtiment dénommé B222, ne respecte pas les règles de dimensionnement imposées par l'article 7.9.2 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2016,
- les dispositions relatives à l'étiquetage des déchets dangereux prévus par l'article L.541-7-1 ne sont pas mises en œuvre par l'exploitant sur l'ensemble des déchets dangereux qu'il génère,
- compte tenu des nombreux écarts relevés par l'Inspection lors de l'examen de l'étude de dangers des installations, l'Inspection considère que l'étude de dangers du site n'est pas conforme aux dispositions des articles L181-25 et D181-15-2-III du code de l'environnement. Un avis quant aux compléments à fournir est fourni en annexe du présent rapport.

Par ailleurs les constats réalisés sur site et l'examen de l'étude de dangers des installations mettent en avant la nécessité que cette dernière soit complétée de manière approfondie par l'exploitant. Un avis quant aux compléments à fournir est fourni **en annexe 1** du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances, combustibles ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement, par unité et atelier (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, est hebdomadairement tenu à jour. Un plan général des stockages y est annexé. [...]
Constats : L'inventaire de l'état des stocks hebdomadaire a été présenté à l'Inspection. Par une lecture non-exhaustive de cet inventaire, l'Inspection a observé que l'état comprenait certaines des informations demandées (nature, état physique, quantité, emplacement des stocks), ainsi que les mentions de danger. Cependant, plusieurs écarts ont été observés : <ul style="list-style-type: none">- Pour certains produits, certains paramètres ne sont pas renseignés, sans explication de l'exploitant. Il a ainsi été observé, sur l'état de danger de la semaine du "2023-11-04", que la mention de l'état physique était manquante pour les produits 9801-2:MONOETHANOLAMIN (MEA) TR:DRUM200 et 9887:CAB 531-1:B020.- La numérotation utilisée pour indiquer les emplacements des stocks ne correspond pas à la même numérotation que celle communiquée sur les plans de l'exploitant pour chacun des bâtiments.- Certaines substances indiquées dans l'état des stocks (par exemple HD2961:CROMOPHTAL®ORD 2961:FXCD) sont stockées hors-site par un prestataire. Enfin, le document reste peu exploitable d'un point de vue opérationnel : l'état des stocks est en anglais et non en français (inutilisable sans traduction par les parties prenantes), l'inventaire imprimé a été présenté d'une manière illisible. Le plan général des stockages est présent, mais avec une légende incomplète. Au vu de ce qui précède, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Identification des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques
Prescription contrôlée : [...] Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité et s'assure par des contrôles analytiques de la qualité des produits. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Il a été constaté par échantillonnage que les citernes de "chlorure de sodium", de "Vinnol", ainsi que les « big-bags de produits (matières premières) présents sur le site portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger.

La prescription est donc respectée en ce qui concerne l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Toujours par échantillonnage, l'exploitant a pu fournir les FDS des produits demandés par l'Inspection (Soude et DiMéthylFormamylde)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détermination des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services de secours.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement. • Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées. • Les zones de risque toxique sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique est susceptible d'apparaître. <p>Ces dangers sont signalés.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant l'emplacement de ces différentes zones.</p> <p>Constats :</p> <p>En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection un plan des zones à risques.</p> <p>Suite à l'analyse de ce plan, à l'analyse de l'Etude De Dangers (EDD) et à un contrôle par échantillonnage sur le terrain, l'Inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant n'a pas identifié de zones à risques incendies alors que la présence de matières combustibles et inflammables a été constatée sur le site (acétone, diméthylformamide, fioul domestique). L'exploitant n'a pas matérialisé ces zones à risques incendies, ne les a pas reportées sur un plan et la nature exacte du risque et les consignes à observer ne sont pas indiquées à l'entrée de ces zones. - l'exploitant n'a pas identifié de zones à risques toxiques alors que la présence de produits toxique par inhalation a pu être constatée sur site par l'Inspection (acétone, DAA, diméthylformamide, colorant irgazin yellow). Ainsi les zones à risques toxiques ne sont pas matérialisées, ne sont pas reportées sur un plan et la nature du risque et les consignes à observer ne sont pas indiquées à l'entrée de l'ensemble de ces zones. - l'exploitant n'a pas identifié de manière exhaustive les zones à risques explosion. L'exploitant indique l'emplacement des différentes zones ATEX qu'il a identifiées sur un plan général des ateliers et des stockages. Cependant ce plan présente des incohérences. En effet, il fait apparaître les zones à risques de bâtiments qui ne sont pas la propriété de Sun Chemicals et il ne précise pas l'emplacement des zones à risques au sein de l'ensemble des bâtiments identifiés. Ainsi, le bâtiment 221 (chaufferie utilisant du gaz naturel et du fioul) et tout d'abord présenté comme zone à risque sur le plan général mais aucun risque n'est mis en avant sur le plan détaillé. Par ailleurs, les bâtiments 222 et 225 (respectivement stockage de fioul domestique et poste de détente de gaz

<p>naturel) sont identifiés sur le plan général mais ne sont pas présentés plus en détails. De plus, l'Inspection a remarqué l'absence du poste de dépotage dans les zones à risques identifiées par l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection a pu constater sur site un ensemble de zones où des atmosphères explosives sont susceptibles de se former compte tenu de la présence de combustibles solides pulvérulents (procédés poudres, aspirations, dépoussiérages, etc), ou de liquides inflammables (tuyauteries, capacités, etc) dans les ateliers sans que l'exploitant ait identifié de zones à risque notamment en dehors des équipements de production. En particulier la chaufferie gaz (B222) contient des tuyauteries gaz inflammables, le risque d'explosion est identifié dans l'étude de dangers du site ; or, la chaufferie n'est pas référencée comme à risque explosion par l'exploitant au titre de la présente prescription.</p> <p>Ainsi, si l'analyse du plan des zones à risques et un contrôle par échantillonnage sur le terrain a permis à l'Inspection d'observer la présence de la matérialisation de certaines zones à risque explosion et d'observer que la nature de certains risques et certaines consignes à observer étaient indiquées par des pictogrammes à l'entrée des zones contrôlées par échantillonnage, l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription.</p> <p>Par conséquent, au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.</p> <p>Enfin à l'instar des éléments mis en avant dans l'annexe 2 du présent rapport, compte tenu de l'absence d'identification d'un certain nombre de potentiels de dangers, il appartient à l'exploitant de compléter l'étude de dangers mise à jour transmise en 2019.</p> <p>Observation : L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'identification des zones à risques explosion, est à réaliser à l'éclairage des éléments inclus dans l'étude de dangers des installations, et en lien avec l'approche « ICPE » et pas nécessairement l'approche « ATEX ». En effet les méthodes d'identification des zones à risque peuvent s'avérer différentes selon ces deux approches l'une cherchant à préserver l'intégrité des tiers, l'autre l'intégrité des travailleurs.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Transport-chargements-déchargements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 7.9.5</p> <p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux et d'émanations toxiques</p> <p>Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...) [...]</p> <p>Constats : Les constats réalisés sur site ont été réalisés pour les aires de dépotage suivantes : - dépotage fioul, - dépotage HCl (acide chlorhydrique), - dépotage DMF (DiMéthylFormamide), DAA (DiAcétoneAlcool), acétone et empotage d'acétone.</p> <p>Concernant la zone de dépotage HCl : l'opération de dépotage est réalisée sur une aire bitumée. Lors du constat sur site, la zone ne présentait pas de fissure apparente. Sur site, l'exploitant a mentionné qu'elle était reliée à une fosse de rétention déportée. Le volume disponible sur site de</p>
--

cette rétention a pu être contrôlé, il est égal à 24 m³. L'Inspection s'est procuré le dernier bordereau de livraison associé à l'opération de déchargement d'HCl permettant de confirmer que les volumes maximum susceptibles d'être présents sont inférieurs aux volumes de la rétention mentionnés ci-avant. La vérification de la connexion entre la zone de dépotage et la citerne déportée n'a été réalisée que sur la base d'un plan des réseaux humiques de la zone fourni par l'exploitant. À noter également qu'en cas de rupture du flexible avec retour de produit en provenance de la citerne de stockage de 28m³ (volume fourni par l'exploitant non vérifié), il a pu être vérifié la présence d'un clapet anti-retour empêchant le déversement de la capacité de stockage dans cette rétention déportée.

Concernant la zone de dépotage Fioul : l'opération de dépotage est réalisée sur une aire bitumée. Lors du constat sur site, la zone ne présentait pas de fissure apparente. Sur site, l'exploitant a mentionné qu'elle était reliée à une fosse de rétention déportée. Le volume disponible sur site de cette rétention a pu être contrôlé, il est égal à un minimum de 24 m³. L'Inspection s'est procuré le dernier bordereau de livraison associé à l'opération de déchargement de fioul permettant de confirmer que les volumes maximum susceptibles d'être présents sont inférieurs aux volumes de la rétention mentionnée ci-avant. La vérification de la connexion entre la zone de dépotage et la citerne déportée n'a été réalisée que sur la base d'un plan des réseaux humides de la zone, fourni par l'exploitant. Le scénario de retour de produits en provenance des bacs de stockage de fioul en cas de rupture de flexible n'est pas possible compte tenu du chargement de la citerne de stockage par le haut.

Concernant la zone de dépotage/empotage des liquides inflammables (DMF, DAA, et Acétone) : l'opération de dépotage est réalisée sur une aire bitumée. Lors du constat sur site, la zone présentait des fissures apparentes ne permettant pas de garantir l'étanchéité de l'aire de chargement/déchargement. Sur site, l'exploitant a mentionné qu'elle était reliée à une fosse de rétention déportée (B52). Le volume disponible sur site de cette rétention n'a pas pu être contrôlé (fosse inaccessible). Le contrôle a donc été réalisé sur plan. Selon les éléments fournis par l'exploitant, ce volume est égal à 218 m³. L'Inspection s'est procuré les bordereaux de livraison associés à l'opération de déchargement des différents liquides inflammables (pour l'année 2023) permettant de confirmer que les volumes maximum susceptibles d'être présents lors d'un dépotage sont inférieurs aux volumes de la rétention mentionnés ci-avant. La vérification de la connexion entre la zone de dépotage et la citerne déportée n'a été réalisée que sur la base d'un plan des réseaux humides de la zone, fourni par l'exploitant.

Le fait que la zone de chargement/déchargement des produits liquides inflammables présente des fissures ne permet pas à l'Inspection de considérer que l'exploitant respecte la prescription contrôlée pour cette zone.

Le contrôle de la disposition réglementaire relative au transport des matières dangereuses conditionnées n'a pas pu être vérifié sur site (faute de manutention). Il est cependant à noter que les flux de matières conditionnées à l'extérieur des bâtiments sont limités. Les matières premières conditionnées sont soit déchargées au niveau du magasin bâtiment 65 (à proximité immédiate du bâtiment 5, environ 10 m, où elles sont utilisées) soit déchargées directement au niveau du magasin du bâtiment 5. D'après les éléments décrits par l'exploitant, des transferts de produits solides se font entre le bâtiment 5 et le bâtiment 9 : il a pu être constaté sur site que les dispositifs utilisés pour le transfert extérieurs des produits sont robustes, et protégés par des encadrements métalliques.

Il est à noter que les risques induits par ces rétentions déportées n'ont pas été pris en considération par l'exploitant dans son EDD. Ainsi et à l'instar des éléments mis en avant dans l'annexe 2 du présent rapport compte tenu de l'absence d'identification des scénarios associés à ces équipements il appartient à l'exploitant de compléter l'étude de dangers mise à jour transmise en 2019.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 7.9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux et d'émanations toxiques
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 1. 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 2. 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Les constats réalisés sur site ont été réalisés pour les rétentions associées aux stockages suivants : - stockage fioul, - stockage HCl. Concernant la rétention liée au stockage fioul, il n'a pas été constaté d'anomalie constructive pouvant remettre en cause le dispositif de rétention. Les mesures réalisées sur site et l'examen des plans fournis par l'exploitant permettent de mettre en avant les points suivants : - le volume maximum d'une des deux citernes fioul est de 540 m3. - le volume maximum disponible pour la rétention est au plus égal à 496 m3. Le calcul réalisé par l'Inspection afin d'arriver à ce résultat tient compte du volume occupé par la citerne pleine qui ne subirait pas d'endommagement (l'exploitant ne tenant pas compte de cet élément dans sa note de calcul concluant à la conformité de la rétention). La rétention du bâtiment 222 ne répond donc pas aux dispositions de la prescription contrôlée. Concernant la rétention liée au stockage HCl, il n'a pas été constaté d'anomalie constructive pouvant remettre en cause le dispositif de rétention. Les mesures réalisées sur site montrent un volume minimum de 29 m3 permettant de contenir 100 % du volume du réservoir (28 m3) associée à la rétention (volume fourni par l'exploitant non vérifié).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Étiquetage sur les emballages ou les contenants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2020, article L.541-7-1
Thème(s) : Risques accidentels, identification des risques
Prescription contrôlée : [...]Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.[...]
Constats : Il a été constaté en procédant par échantillonnage que les citernes d'eaux résiduelles (HCl et DAA) présentes sur sites portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger. Cependant, toujours en procédant par échantillonnage, il a été constaté des anomalies au niveau du stockage des déchets d'oxyde de mésityle situé en extérieur, dans des conteneurs de 1000 litres. Le nom des produits était indiqué mais les symboles de danger n'étaient pas cohérents d'une cuve à l'autre : certaines cuves indiquaient le symbole de produit inflammable, d'autres non. Or, d'après la fiche d'identification du déchet dangereux fournie en aval par l'exploitant, l'oxyde de mésityle est inflammable et toxique par inhalation. La prescription n'est donc pas respectée en ce qui concerne étiquetage des déchets dangereux. Il est à noter que les risques induits par ces stockages n'ont pas été pris en considération par l'exploitant dans son EDD. Ainsi et à l'instar des éléments mis en avant dans l'annexe 2 du présent

rapport compte tenu de l'absence d'identification des potentiels de dangers associés à ces équipements, il appartient à l'exploitant de compléter l'étude de dangers mise à jour transmise en 2019.
Observation : Il convient de considérer que les règles internationales et européennes en vigueur mentionnées dans la prescription contrôlée font référence au Règlement (UE) n° 1357/2014 de la Commission du 18/12/14, remplaçant l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, articles L181-25 et D181-15-2-III
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L181-25 : " Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.[...] »</p> <p>D181-15-2-III : " L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>Comme le démontre l'examen de l'Inspection (en annexe, du présent rapport) de l'étude de dangers transmise par l'exploitant, cette dernière contient de nombreux manquements méthodologiques, notamment aux prérequis de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003, et aux guides reconnus par le ministère en matière de réalisation d'étude de dangers dans des ICPE soumises au régime de l'autorisation.</p> <p>Ainsi et pour exemple (les éléments circonstanciant les incomplétudes sont détaillés dans l'annexe du présent rapport), il apparaît que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • n'a pas identifié les risques de toxicité par inhalation d'un ensemble de produits qu'il emploie et stocke sur son site, • exclut des tiers susceptibles d'être exposés des entreprises voisines sous couvert d'inclusion dans son Plan d'Opération Interne (POI), alors que ces tiers ne sont pas inclus dans le POI existant des installations, • minore les intensités d'un certain nombre de scénarios d'accident, • n'envisage pas certains potentiels de dangers tels que des zones de stockages de déchets inflammables ou toxiques par inhalation, des tuyauteries de transferts de matières dangereuses, des capacités et zones de production contenant des matières dangereuses, • minore certaines probabilités d'occurrence présentes dans ses scénarios d'accidents majeures (sources ignition), • exclut de son analyse détaillée des risques, des scénarios d'accident qu'il considère pourtant comme susceptibles d'avoir des effets hors site, • commet des erreurs méthodologiques en lien avec les modélisations des effets de certains phénomènes dangereux tel que les UVCE, tendant à minorer les résultats finaux, • identifie un scénario d'accident dans un couple de gravité/probabilité (le scénario "J") nécessitant une action de réduction du risque de sa part sans pour autant envisager d'action en

vue de réduire le risque, ni même développer un argumentaire visant à montrer qu'une réduction ne serait pas économiquement viable...

Il est ainsi considéré par l'inspection des installations classées que l'étude de dangers remise par l'exploitant ne répond pas aux dispositions des articles L.181-25 et D181-25-2-III du code de l'environnement concernant notamment l'identification des risques auxquels l'installation peut exposer directement ou indirectement les tiers et l'environnement, ou encore l'atteinte dans des conditions économiquement acceptables d'un niveau de risque aussi bas que possible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois